

Évaluation des impacts des changements climatiques sur les ressources en eau de la Guinée

Mamadou Lamarana DIALLO
Chef du département énergie
Centre de Recherche Scientifique de Conakry-Rogbane (CERESCOR), Guinée

Sao SANGARE
Centre de Recherche Scientifique de Conakry-Rogbane (CERESCOR), Guinée

Mamadou Lamarana DIALLO :

Dr Mamadou Lamarana Diallo est Maître de Recherche au CERESCOR où il dirige le Département Énergie (solaire, bioénergie, éolienne). Il a encadré plusieurs thèmes de mémoire de DES et DEA à l'Université de Conakry et des ateliers/séminaires de formation sur les énergies renouvelables au compte de l'UNESCO et de l'ISESCO (Conakry, Dakar et Cotonou en 2007, Rabat et Lomé en 2008). Il est le consultant principal pour l'élaboration des communications nationales sur les changements climatiques en Guinée (PCN et SCN-en cours). Il a participé aux trois dernières CdP (2006, 2007, 2008). Il a suivi les deux dernières écoles d'été et colloques du SIFEE (Genève 2007 et Québec 2008) et aux trois dernières Conférences des Parties (Nairobi, Bali et Poznan). Il est actuellement le Coordonnateur du projet Adaptation au changement climatique de la Zone Côtière Guinéenne après avoir élaboré le PANA de la Guinée (2005-2008).

Résumé :

Une analyse des études de vulnérabilité et d'adaptation menées en Guinée dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques notamment de la vulnérabilité des ressources en eau dans la PCN (Conakry-2000), du PANA (Conakry-2007), indique une forte baisse des précipitations, du niveau des cours d'eau, des marres, des lacs en général et la disparition de certains. Ce phénomène est beaucoup plus exacerbé ces dernières décennies. Les projections prévues indiquent aussi que cette tendance continuera : les cours d'eau subiront une réduction de débit dépassant les 50 % de la moyenne actuelle par endroit. Ce phénomène de réduction sera commun à toutes les régions du pays mais très marqué pour celles situées au Nord du 10e parallèle. De 2050 à 2100, le débit du Niger diminuera de 16 à 28% à la sensibilité 2,5°C et de 23 à 54 % à la sensibilité 4.5°C. Les principaux cours d'eau connaissent de nos jours des phénomènes liés d'une part à la perte du couvert végétal et de l'humidité du sol et d'autre part à l'accroissement de l'érosion hydrique par les eaux pluviales et la destruction des forêts galeries. Pour diminuer les effets néfastes de ces changements climatiques qui à terme peuvent compromettre la sécurité alimentaire, l'atteinte des OMD et la réduction de la pauvreté, des mesures d'adaptation ont été envisagées. Ces options d'adaptation identifiées sur la base de critères : l'atténuation d'au moins deux des risques climatiques majeurs identifiés ; l'acceptabilité par les populations de l'option, condition nécessaire pour son appropriation et la pérennisation des acquis de sa mise en œuvre; sa contribution à la protection de l'environnement ; son impact socio-économique dans l'amélioration des conditions de vie des populations bénéficiaires ; la cohérence avec les plans locaux de développement, son coût de réalisation et sa synergie avec les accords multilatéraux sur l'environnement. Cet article donne les méthodes de détermination des options d'adaptation dans le secteur des ressources en eau et présente les discussions de l'effet de leur mise en œuvre pour l'amélioration des besoins agropastoraux et humains.